

PANAFIT (Laurent), *Quand le droit écrit l'Islam.
L'intégration juridique de l'Islam en Belgique*

Bruxelles, Bruylant, 1999, 545 p. (préface de Bruno Étienne)

Mohammed Hocine Benkheira



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/20449>

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2000

Pagination : 162-163

ISBN : 2-222-96698-1

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Mohammed Hocine Benkheira, « PANAFIT (Laurent), *Quand le droit écrit l'Islam. L'intégration juridique de l'Islam en Belgique* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 112 | octobre-décembre 2000, document 112.93, mis en ligne le 19 août 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/20449>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Archives de sciences sociales des religions

PANAFIT (Laurent), *Quand le droit écrit l'Islam. L'intégration juridique de l'Islam en Belgique*

Bruxelles, Bruylant, 1999, 545 p. (préface de Bruno Étienne)

Mohammed Hocine Benkheira

RÉFÉRENCE

PANAFIT (Laurent), *Quand le droit écrit l'Islam. L'intégration juridique de l'Islam en Belgique*, Bruxelles, Bruylant, 1999, 545 p. (préface de Bruno Étienne)

- ¹ L'ouvrage comprend trois parties. La première partie (« L'institutionnalisation de l'Islam ») aborde le problème de la constitution et de la reconnaissance d'une représentation des musulmans dans le cadre de la Belgique sécularisée, sur la base principalement d'un examen attentif à la fois aux débats et aux textes législatifs. Le modèle belge n'a rien à voir avec le modèle français sur ce point précis. Rappelons que ce système repose sur la loi du 4 mars 1870. Alors qu'en France, l'État a cherché à se substituer à l'Église catholique, dans le cas belge, il a plutôt cherché et conclu un *modus vivendi* avec elle. Ainsi l'État participe au financement des différents cultes qu'il reconnaît. S'agissant de l'islam, dès l'année scolaire 1975-1976, on organise des cours de religion islamique, à l'instar des cours ayant trait aux autres religions. Le culte musulman a été reconnu par la loi du 19 juillet 1974, qui demeure cependant non appliquée à ce jour à cause de l'absence d'un organe représentatif de la communauté musulmane. De ce point de vue, le modèle belge rejoint son voisin français. Les musulmans, pour la plupart d'origine étrangère, même quand ils ont acquis la citoyenneté du pays d'accueil, continuent à entretenir des relations étroites avec leur pays d'origine et donc, même s'ils se perçoivent comme musulmans, ils s'identifient aussi selon leur nationalité de départ. C'est là le premier obstacle sur le chemin de la constitution d'une organisation unique. La référence nationale ne recouvre pas seulement l'appartenance politico-administrative,

mais renvoie également à des aspects culturels propres. Si les Turcs, les Marocains et les Maliens sont également musulmans, voire même sunnites, ils se distinguent par leurs habitudes et leurs usages.

- 2 La seconde partie (« Les libertés publiques et l'Islam ») traite des questions qui ont marqué le plus l'actualité ces dernières années (foulard, abattage rituel, cimetières). L'auteur propose de distinguer trois strates dans la problématique de l'intégration : « la culturalisation des rapports sociaux entre immigrés et autochtones, la lecture behavioriste et l'approche développementiste de l'intégration » (p. 334). Avec l'affaire du foulard islamique, la problématique sort du cadre économique ou démographique : elle est désormais conçue « selon une opposition culturelle » (p. 334). Il est intéressant de signaler les trois éléments constitutifs du raisonnement qui fonde cette première strate : 1) « les immigrés sont intégrables mais constituent aujourd'hui un des problèmes essentiels de la société belge » ; 2) « le principal obstacle de cette intégration est la "distance culturelle" qui sépare les deux populations », 3) « l'intégration n'aboutira que si l'on parvient à surmonter cette distance. Or la religion en tant que composite de "valeurs traditionnelles" très actives actuellement est le principal de ces obstacles culturels » (p. 335). Quant au processus d'intégration – et c'est la seconde strate –, il « est pensé selon une conception behavioriste de la socialisation : l'intégration se conçoit comme l'intériorisation (systématique) de modèles culturels. Les individus seraient de simples reproducteurs de ces modèles et la politique d'intégration se conçoit comme l'intériorisation du modèle politique européen de vie sociale » (p. 336). Quant à la troisième strate, elle conçoit « l'intégration des immigrés comme le passage d'une société traditionnelle (communautaire, à solidarité mécanique, non réfléchie) vers une société moderne (à solidarité organique, où prédominent la diversification des rôles sociaux, et la traduction de l'Islam en un modèle culturel rationalisé) » (pp. 340-341). Tout cela explique la difficulté à envisager l'intégration autrement que sous un mode guerrier.